

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-HUITIEME SESSION



Documents officiels

TROISIEME COMMISSION
7e séance
tenue le
vendredi 15 octobre 1993
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 7e SEANCE

Président : M. KUKAN (Slovaquie)

SOMMAIRE

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE (suite)*

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite)*

a) DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite)

* Ces points de l'ordre du jour ont été examinés ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.3/48/SR.7
21 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/48/18, A/48/76-S/25230, A/48/81, A/48/118, A/48/291-S/26242, A/48/423, A/48/438, A/48/439)

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite)

a) DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION (suite) (A/48/94, A/48/207, A/48/211, A/48/307, A/48/330, A/48/357, A/48/384, A/48/385)

1. M. SNEGUR (République de Moldova) dit que, comme la très grande majorité des autres délégations, la sienne considère que la notion d'autodétermination implique essentiellement l'instauration d'un ordre interne reposant sur une bonne administration, la protection des droits de l'homme et une participation démocratique de tous à la prise de décisions. Toutefois, indépendamment des préoccupations de l'Organisation à l'échelle mondiale, il convient d'examiner certaines questions au cas par cas. En ce qui concerne le droit à l'autodétermination, en particulier, on constate l'existence de trop nombreuses revendications de l'exercice de ce droit qui sont totalement dépourvues de légitimité.

2. La situation de la Transdnestrrie en République de Moldova constitue à cet égard un exemple de revendication non fondée. L'appui apporté par les factions sécessionnistes de la Transdnestrrie aux partisans de la ligne dure lors de la récente crise politique à Moscou a été dûment prouvé. Les actions des sécessionnistes, qui sont illégales et marquées par l'extrémisme politique et par des idéologies prônant l'exclusion, ont été soutenues par la présence injustifiable de la 14^e armée russe. La croyance erronée que la séparation pourrait atténuer les difficultés économiques et sociales a suscité et entretenu le désir de sécession. L'assistance économique pourrait à cet égard faire baisser la tension de façon appréciable.

3. Malgré ce qu'affirment les sécessionnistes, le conflit qui existe en Moldova n'est pas un conflit interethnique, il est plutôt d'ordre politique et vise à créer une nouvelle structure impériale. Ce fait a été confirmé par l'Organisation des Nations Unies et par des missions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui se sont rendues en Moldova. L'étiquette fallacieuse d'affrontement ethnique a été utilisée par la Fédération de Russie comme prétexte pour maintenir ses forces armées dans la République de Moldova.

4. L'exercice du principe de l'autodétermination des peuples ne doit pas prévaloir sur le droit international ni servir d'excuse à des violations des droits de l'homme. A cet égard, les directives contenues dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix" sont des plus utiles.

5. M. ENDREFFY (Hongrie) dit qu'à elles seules les résolutions et les condamnations ne suffisent pas pour empêcher des violations des droits de l'homme du type de celles qui se produisent dans l'ex-Yougoslavie. Il est essentiel d'assurer une protection internationale aux minorités ethniques et nationales. La Hongrie appuie la création d'un tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations du droit

/...

(M. Endreffy, Hongrie)

international humanitaire dans l'ex-Yougoslavie. Un organe judiciaire indépendant, associé à une législation conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme, est un élément important de la lutte contre la discrimination raciale. La Déclaration et le Programme d'action adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne en 1993 contiennent à cet égard d'utiles suggestions dont la Commission peut s'inspirer.

6. La délégation hongroise se félicite de la façon positive dont la lutte contre l'apartheid évolue en Afrique du Sud et tient à féliciter également le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'excellent travail qu'il accomplit, en particulier le document de travail sur la prévention de la discrimination raciale qu'il a adopté (A/48/18, annexe III). L'adoption récente par l'Assemblée nationale hongroise de la loi sur les droits des minorités nationales et ethniques montre que la Hongrie est plus que jamais convaincue qu'il ne suffit pas d'interdire la discrimination contre les minorités et qu'il faut protéger leurs droits de façon plus active. La Hongrie est prête à coopérer avec le Rapporteur spécial nommé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1993/20 pour étudier les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et elle appuiera également la proclamation d'une troisième décennie contre le racisme et la discrimination raciale si l'Assemblée générale prend une décision à cet effet à sa quarante-huitième session.

7. L'un des éléments les plus importants du droit à l'autodétermination est la création de mécanismes destinés à assurer la participation à la conduite des affaires publiques. La meilleure expression de la volonté populaire se fait au moyen d'élections périodiques, libres et équitables. La création d'institutions démocratiques et d'une administration judiciaire accessible et indépendante est aussi un élément indissociable de l'autodétermination. Le droit à l'autodétermination peut s'exercer de différentes manières et il serait faux de l'assimiler à la sécession.

8. Mme PILOTO (Zimbabwe) note l'apparition de formes nouvelles et inquiétantes de racisme et de discrimination raciale, fondées sur les différences ethniques, linguistiques ou religieuses. Sa délégation appuie la déclaration du Secrétaire général qui figure dans le projet de programme d'action pour la troisième décennie (A/48/423), selon laquelle, malgré la distinction entre racisme et discrimination raciale, d'une part, et intolérance et discrimination ethnique, d'autre part, les deux phénomènes peuvent être examinés ensemble. Le Zimbabwe s'est félicité de la décision prise par la Commission des droits de l'homme de nommer un rapporteur spécial chargé d'étudier les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

9. Si les objectifs fixés pour les deux premières décennies n'ont pas été atteints, cela est dû en partie au fait que la volonté politique qui était nécessaire pour appliquer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a fait défaut. La communauté internationale devrait manifester son attachement à ces principes en appuyant sans réserve le projet de programme pour la troisième décennie.

/...

(Mme Piloto, Zimbabwe)

10. En ce qui concerne l'autodétermination, la délégation du Zimbabwe reste préoccupée par l'utilisation de mercenaires en Afrique australe qui est signalée dans le rapport du Rapporteur spécial (A/48/385, annexe). Les activités de mercenaires blancs sont une menace manifeste pour le processus de démocratisation en Afrique du Sud et pour la paix et la sécurité de la région tout entière. Il faut que la communauté internationale suive de près la situation, conformément à la résolution 47/84 de l'Assemblée générale, afin que la nouvelle démocratie envisagée en Afrique du Sud ne soit pas compromise par cette menace.

11. Mlle FERTELKIGIL (Turquie) dit que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est tenue récemment à Vienne a marqué un tournant important dans les activités de protection et de promotion des droits de l'homme menées par les Nations Unies. Sa délégation se félicite de l'adoption par consensus de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

12. Les nouvelles manifestations de racisme sous forme d'attaques violentes contre des personnes innocentes sont une source potentielle de différends entre les Etats et constituent une menace contre la paix et la sécurité internationales. Les travailleurs migrants turcs en Europe et les membres de leur famille sont de plus en plus sujets à des harcèlements racistes et à la violence. Les pays d'accueil devraient prendre des mesures additionnelles effectives de lutte contre le racisme et de protection des groupes vulnérables, appuyées par des mesures législatives garantissant les droits de l'homme. Il est essentiel à cet égard de sensibiliser l'opinion publique et d'encourager la tolérance mutuelle pour sortir du cercle vicieux de la haine raciale. Les organisations non gouvernementales ont aussi la responsabilité de s'opposer aux nouvelles formes de racisme et de se consacrer à leur éradication.

13. La délégation turque se félicite de la nomination par la Commission des droits de l'homme d'un rapporteur spécial chargé d'étudier les formes contemporaines de racisme et d'intolérance. Elle appuiera sans réserve la proclamation par l'Assemblée générale d'une troisième décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et elle appuie le projet de programme d'action pour cette décennie qui figure dans le rapport du Secrétaire général (A/48/423).

14. En Afrique du Sud, des progrès historiques ont été réalisés vers l'instauration d'une société unie, non raciale et démocratique. La situation en Bosnie-Herzégovine par contre continue à susciter de graves inquiétudes. L'inaction de la communauté internationale porterait un coup sévère à la légitimité du droit international. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme a qualifié de génocide la situation en Bosnie-Herzégovine et a lancé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il adopte des mesures appropriées. Une autre violation du droit international, qui se produit dans la région du Caucase où le cinquième du territoire azerbaidjanais est sous occupation étrangère, menace la paix et la sécurité de la région tout entière. La délégation turque appuie les résolutions 822 (1993) et 853 (1993), qui demandent le retrait immédiat, complet et inconditionnel de toutes les forces qui occupent l'Azerbaïdjan.

(Mlle Fertelkigil, Turquie)

15. La délégation turque se réjouit de l'accord qui vient d'être conclu entre l'Organisation de libération de la Palestine et Israël, car il autorise des espoirs d'une solution globale du problème au Moyen-Orient. Elle se félicite également de la proclamation d'une nouvelle constitution au Cambodge et de l'accession pacifique de l'Erythrée à l'indépendance.

16. Mme KOVALSKA (Ukraine) note qu'à la suite des progrès réalisés vers l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud, l'Assemblée générale a levé les sanctions économiques contre ce pays. La résolution 772 (1992) du Conseil de sécurité a déterminé les moyens propres à favoriser la reprise du processus de négociation et a exercé une influence positive sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud. Les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées devraient prendre de nouvelles mesures pour garantir la tenue d'élections démocratiques dans ce pays en avril 1994.

17. Pour ce qui est de la politique d'"épuration ethnique" qui se poursuit sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, Mme Kovalska rappelle que l'Ukraine est l'un des auteurs de la résolution 47/80 par laquelle l'Assemblée générale a condamné l'épuration ethnique et la haine raciale et que ce pays a appuyé la résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité sur la création d'un tribunal international. Etant donné les conflits ethniques qui se poursuivent, la délégation ukrainienne se félicite de la nomination par la Commission des droits de l'homme d'un rapporteur spécial chargé d'étudier le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Les gouvernements pour leur part doivent adopter des dispositions législatives et prendre toutes les mesures nécessaires dans le domaine de l'éducation pour éliminer le racisme et la xénophobie. La délégation ukrainienne demande à tous les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de s'acquitter de leurs obligations. Elle tient à rappeler à cet égard que son pays a reconnu la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, en vertu de l'article 14 de la Convention, pour examiner des communications émanant de personnes ou de groupes de personnes qui se plaignent d'être victimes d'une violation en matière de droits de l'homme.

18. La Déclaration de Vienne qui a été adoptée récemment par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a confirmé que le déni du droit à l'autodétermination était une violation des droits de l'homme. Le droit à l'autodétermination ne doit toutefois pas être considéré comme encourageant des actions visant à violer l'intégrité territoriale et l'unité politique d'Etats souverains et indépendants. Dans de nombreux cas – dans le territoire de l'ancienne URSS en particulier – le nationalisme exacerbé est une réaction de certains groupes ethniques contre la non-reconnaissance de leurs droits. Le processus de création de nouveaux Etats aurait peut-être été moins difficile si le régime de l'URSS n'avait pas opprimé ces groupes comme il l'a fait. Il faut maintenant réussir à éliminer les disparités existantes en instaurant une nouvelle société respectueuse de la légalité, de la démocratie et des droits de l'homme.

19. M. ROWE (Australie) dit que, pour être efficaces, les programmes éducatifs des Nations Unies, qui sont si importants dans la lutte contre le racisme, doivent être soigneusement orientés et pertinents. La délégation australienne demande instamment au Secrétaire général d'examiner les programmes exécutés à

/...

(M. Rowe, Australie)

l'heure actuelle par le Centre pour les droits de l'homme et le Département de l'information pour confier à un seul service, basé à Genève, les programmes d'éducation et d'information des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et de redéployer à cette fin les ressources dont dispose à l'heure actuelle le Département de l'information.

20. Ce sont les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme qui sont essentiellement responsables de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les gouvernements devraient veiller à ce que les institutions nationales disposent d'un financement fiable et suffisant et à ce que les droits des populations autochtones soient spécifiquement reconnus et considérés comme prioritaires. Le Conseil pour la réconciliation des aborigènes, qui est une institution nationale unique créée en 1991 par le Parlement australien, a pour mission d'éduquer la population tout entière, de consulter les populations autochtones et de soumettre au gouvernement des recommandations sur les mesures à prendre pour remédier à la situation des populations autochtones australiennes défavorisées.

21. L'Année internationale des populations autochtones a permis aux Australiens de prendre pleinement conscience du problème des populations autochtones en Australie et d'instaurer un débat public sur cette question. L'expérience ayant montré toutefois qu'une année ne suffisait pas pour produire des résultats durables, l'Australie accueille avec satisfaction la recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est tenue à Vienne, de proclamer une décennie internationale des populations autochtones dans le monde. Un objectif important de cette décennie serait la mise au point d'un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones. Il faudrait que le Groupe de travail sur les populations autochtones achève son travail sur le projet de déclaration pour pouvoir le soumettre à la Commission des droits de l'homme en 1995. La délégation australienne appuie aussi le projet visant à offrir au sein du système des Nations Unies une tribune permanente aux populations autochtones et elle propose que le Secrétaire général entreprenne une étude sur la possibilité de réaliser un tel projet.

22. L'année précédente, les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale avaient décidé de modifier la Convention pour que les dépenses du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale soient financées par le budget ordinaire de l'Organisation. La délégation australienne demande instamment à tous les Etats parties de faire connaître leur acceptation de cet amendement aussitôt que possible pour qu'il puisse entrer rapidement en vigueur. Elle se félicite également de la décision prise par le Comité d'étudier des situations qui se produisent dans certains Etats, même lorsqu'aucun rapport n'a été présenté. C'est là une mesure importante pour essayer de remédier à la situation inacceptable qui résulte du nombre élevé de rapports en retard.

La séance est levée à 11 h 35.